

Consultation publique de la Commission de régulation de l'énergie du 27 juillet 2016 sur le prochain tarif d'utilisation des réseaux de transport de gaz naturel de GRTgaz et TIGF

-- Réponses de L'UNIDEN --

Question 1 : Etes-vous favorable au calendrier d'évolution tarifaire lors de la création de la place de marché unique, tel qu'envisagé par la CRE ?

La CRE confirme vouloir adapter les tarifs dès le 1^{er} Novembre 2018 où aura lieu la fusion Nord-Sud, puis une nouvelle fois au 1^{er} Avril 2019 (à 6 mois d'écart). Dans ces conditions, nous ne voyons pas en quoi « une diminution progressive des termes tarifaires à la liaison Nord-Sud complexifierait le dispositif » (tel que mentionné en page 7/59 de la présente Consultation). L'UNIDEN réitère donc sa demande de réduction de 50% du terme tarifaire Nord-Sud au 1^{er} Avril 2017 (au basculement de l'ATRT5 à l'ATRT6).

Question 2 : Etes-vous favorable au maintien du calendrier tarifaire actuel (d'avril à avril) et à la définition, dès la délibération ATRT6, des règles d'évolution des termes tarifaires aux PIR pour toute la durée du tarif ?
Oui.

Question 3 : Etes-vous favorable au nouveau mécanisme d'incitation à la création de capacités aux interconnexions envisagé par la CRE ? En particulier, êtes-vous favorable au mode de détermination de la prime ex ante sur la base d'une analyse coûts / bénéfices ? En particulier, êtes-vous favorable à une révision de la prime ex post sur la base du niveau effectif de souscription ?

L'UNIDEN est favorable aux 3 propositions. Pour ce qui est de l'éventuelle révision de prime ex-post « en fonction du taux de souscription effectif de la capacité apportée par l'interconnexion », notre compréhension est que seule pourra être révisée à la hausse la prime pour une interconnexion remportant un vif succès (et non pas pour compenser la faible rentabilité d'un investissement peu souscrit).

Question 4 : Etes-vous favorable au renforcement du mécanisme d'incitation à la maîtrise des coûts des grands projets tel qu'envisagé par la CRE ? Etes-vous favorable aux seuils et niveaux proposés par la CRE ?

Oui aux 2 propositions.

Question 5 : Pensez-vous opportun d'étendre ce mécanisme aux projets déjà décidés par les GRT ?

Il nous semble préférable qu'un projet déjà décidé ne soit pas affecté par une nouvelle règle dont il n'avait pas connaissance au moment de sa décision.

Question 6 : Avez-vous des remarques sur le cadre incitatif envisagé pour les investissements « hors réseaux » ?
Pas de remarque .

Question 7 : Etes-vous favorable à la suppression des 9 indicateurs de qualité de service proposée par la CRE ?

Nous ne sommes pas forcément défavorable à la suppression de 7 des 9 indicateurs envisagés, à l'exclusion cependant des 2 indicateurs relatifs à la maximisation de la capacité Nord-Sud (mise à disposition effective du maximum de capacités supplémentaires, et plein respect du programme de maintenance portant sur les capacités interruptibles de cette liaison Nord-Sud) : ces 2 indicateurs pour le moins sont à conserver. Il est en effet à craindre que le spread considérable réapparu depuis Juillet ne dure un certain temps (compte-tenu de l'indexation pétrole des contrats de GNL en Asie). Toutes les bonnes idées pour assurer une fluidification maximale de la liaison Nord-Sud sont même à remobiliser ces temsp-ci.

Question 8 : Etes-vous favorable à l'évolution, pour TIGF, du calcul de l'indicateur portant sur la qualité des quantités intra-journalières télé-relevées aux points de livraison des consommateurs raccordés au réseau de transport et transmises en cours de journée, afin de l'harmoniser avec celui de GRTgaz ?

Oui.

Question 9 : Etes-vous favorable à l'incitation financière de la disponibilité des cinq informations les plus utiles à l'équilibrage des expéditeurs sur les portails publics des GRT ?

Oui.

Question 10 : Etes-vous favorable au suivi détaillé par point, pour les PIR et les PITS, de l'indicateur de disponibilité des capacités fermes, sans qu'il soit incité financièrement ?

Nous partageons pleinement les analyses et conclusions de la CRE. Dans cette optique, nous sommes pour l'instant d'accord pour ne pas forcément inciter financièrement dès maintenant la disponibilité des capacités fermes, mais nous resterons très vigilants quant aux progrès annoncés en Concertation gaz. La nouvelle difficulté sur la liaison Nord-Sud, notamment, justifie que tous les moyens soient utilisés pour en optimiser la disponibilité au jour le jour.

Question 11 : Etes-vous favorable aux propositions de la CRE concernant les postes couverts au CRCP à 100 % ?

L'UNIDEN est globalement favorable aux propositions de la CRE. Nous nous posons cependant une question quant à la prise en compte dans le CRCP des coûts de désoptimisation pouvant résulter du transfert partiel des activités du CRIGEN : s'ils peuvent apparaître justifiés pour les coûts côté GRTgaz, leur intégration ne nous semble pas justifiée pour ce qui est des coûts côté ENGIE (qui est une société privée devant assumer comme toute autre les conséquences d'évolutions de réglementations européennes).

Question 12 : Etes-vous favorable aux propositions de la CRE pour les postes couverts au CRCP à 80 % ?

Oui.

Question 13 : Etes-vous favorable aux propositions de la CRE pour les postes non couverts au CRCP ?

Tout à fait.

Question 14 : Etes-vous favorable à la reconduction du mécanisme en vigueur d'incitation à l'efficacité sur les charges nettes d'exploitation des GRT, selon lequel les opérateurs conservent les gains et pertes par rapport à la trajectoire prévisionnelle ?

L'écart entre les dépenses prévisionnelles de l'ATRT5 et le réel sur la période, systématiquement positif chaque année (d'ailleurs parfois de beaucoup) et pour les 2 Transporteurs, pose question. Une incitation à l'efficacité est donc incontournable.

Question 15 :

Que pensez-vous du projet GRTgaz 2020 présenté par GRTgaz ?

En soi, comme dans toute entreprise, ce projet « GRTgaz 2020 » apparaît être une nécessité évidente. Les axes déclinés sont effectivement ambitieux et assez exhaustifs, donc louables.

Cependant, posent sérieusement question :

- d'une part le niveau d'augmentation de charges ainsi globalement justifiées
- d'autre part certains éléments précis du projet.

Pour ce qui est d'une part de l'augmentation de charges prévisionnelles, la distinction entre un « socle » et le projet « GRTgaz 2020 » peut apparaître pertinente en terme de présentation des données à analyser. Par contre, sachant les engagements lourds pour l'année 2017 (impact sur l'exploitation de projets d'investissements), on peut être étonné que le projet « GRTgaz 2020 » représente pour cette année-là ...une charge égale et même supérieure à l'augmentation justifiée du « socle ». Au-delà, et malgré l'individualisation du « socle », l'augmentation de 3,0% par an de ce dernier tout seul sur la période 2017-2020 apparaît très élevée : on s'attendrait à lire dans les chiffres proposés une part de gains de compétitivité avec le temps, qui n'apparaissent guère ainsi....

Pour ce qui est d'autre part du contenu du projet « GRTgaz 2020 », il n'apparaît pas forcément légitime que GRTgaz présente et justifie certains des éléments suivants pour défendre ses charges prévisionnelles (redistribuées ensuite sur les consommateurs via les tarifs régulés), même si certaines de ces charges peuvent être légitimées par la transition énergétique (pas forcément toutes...). Nous nous posons la question de la justification par exemple pour les éléments suivants:

- Soutien de la recherche en faveur du transport du CO2 ??
- Transport et séparation d'hydrogène ?
- Publicité « image du gaz naturel » ? (n'est-ce pas plutôt aux fournisseurs ou à leurs associations de prendre cela en charge ??)
- Le montant de 6 M€/an pour cette publicité (donc sur 4 ans) apparaît par ailleurs démesuré (en tous cas non à assumer par ...les actuels consommateurs de gaz naturel)

- La rentabilisation de GRTgaz via l'implantation de panneaux photovoltaïques sur ses terrains ...n'a pas à être assumée par les consommateurs de gaz naturel.

En résumé, « GRTgaz 2020 » est un projet tout à fait louable (et nécessaire), mais certains éléments ne doivent pas entrer en ligne de compte dans l'évaluation des futurs tarifs ATRT6.

Question 16 : Que pensez-vous du programme de R&I présenté par TIGF ?

Les axes de « R&I » présentées nous semblent plus relever d'une bonne exploitation (réduction des mises à l'évent, conditions d'injection de biométhane et hydrogène, ...) et d'une bonne maintenance (intégrité des réseaux) que spécifiquement d'une fonction de « R&I » nouvelle à créer. Au-delà, le montant de 4,2M€ envisagé semble très exagéré (si on le rapporte aux charges nettes d'exploitation 2015 de 71 M€).

Question 17 : Partagez-vous l'analyse de la CRE sur le CMPC de GRTgaz et TIGF ?

Il est clair que les niveaux de CMCP à appliquer devaient être revus sérieusement à la baisse, et ceci depuis un certain nombre d'années (les inflations et taux d'intérêts sont faibles depuis bien des années). Les demandes des GRT pour l'ATRT6 d'encore rester au niveau appliqué pour l'ATRT5 (excessif) n'apparaissent à nouveau pas du tout justifiées. L'étude confiée par la CRE à un cabinet indépendant était donc absolument nécessaire, et les niveaux proposés entre 3.6% et 5.8% illustrent clairement les rémunérations excessives du passé. Sachant cela, il nous semble que la CRE devrait envisager d'appliquer à présent une gamme de CMCP plus faible que celle encore envisagée dans la consultation (« entre 4.75% et 5.50% »).

Question 18 : Que pensez-vous des trajectoires d'investissements présentées par les GRT et de l'analyse préliminaire de la CRE ?

Nous appuyant sur certaines de nos analyses (voir par exemple notre réponse aux questions 15 et 16 relatives respectivement à GRTgaz et TIGF), et en outre au regard du projet MIDCAT dont les consommateurs français ne bénéficieraient nullement s'il se faisait (donc dont ils ne doivent pas participer au financement, bien au contraire puisqu'il pourrait congestionner le réseau français comme précisément en ce moment, où le flux France vers Espagne a grimpé de plus de 100 GWh/jour en 1,5 mois !), l'analyse de la CRE et ses hypothèses d'investissements retenus pour le calcul de l'ATRT6 nous semblent être les bonnes.

Question 19 : Etes-vous d'accord avec les ajustements envisagés par la CRE sur les charges d'énergie ?

L'UNIDEN salue le volontarisme de la CRE (double contrôle –externe et interne) et les moyens engagés pour aboutir au meilleur pronostic. Nous sommes d'accord avec les ajustements envisagés.

Question 20 : Que pensez-vous des fourchettes de charges nettes d'exploitation envisagées par la CRE ?

Il nous semble que la pertinence de la « fourchette basse » proposée par la CRE, pour chacun des 2 GRT, est suffisamment étayée pour pouvoir être retenue.

Question 21 : Etes-vous favorable au maintien de tarifs non-péréqués sur les réseaux de GRTgaz et de TIGF ?

L'UNIDEN est favorable au statu quo sur ce point pour la période ATRT6.

Question 22 : Etes-vous favorable au rééquilibrage progressif entre les coûts et les recettes sur le réseau principal et le réseau régional, de manière à atteindre l'équilibre en fin de période ATRT6 ?

L'UNIDEN est favorable à ce rééquilibrage. S'il s'avère que ce déséquilibre moyen aura été constaté sur plusieurs périodes tarifaires passées, il nous semble qu'un rééquilibrage en une seule fois (au 1^{er} Avril 2016) serait le plus pertinent.

Question 23 : Etes-vous favorable à une hausse du terme de sortie PIR Pirineos, au moment de la création de la place de marché unique et de la disparition du terme à la liaison Nord-Sud ?

L'UNIDEN est totalement favorable à la proposition de la CRE, pleinement étayée, et tout à fait dans la continuité des pratiques lors des précédentes réductions de nombre de zones d'équilibrage. En outre la situation actuelle où le flux France->Espagne congestionne à nouveau une partie de notre réseau, avec des conséquences considérables pour la compétitivité de l'industrie dans la moitié Sud, doit conduire à une réflexion supplémentaire approfondie sur le sujet durant les 2 ans qui nous séparent de la fusion.

Question 24 : Partagez-vous la proposition de maintenir l'équilibre actuel entre les tarifs unitaires pour le transit et pour le transport domestique ?

Oui pour le moment. Mais si d'aventure le projet MIDCAT devait se réaliser..., alors la question serait totalement à reconsidérer. En effet les congestions inévitables de temps à autre en France obligeraient, avec un PEG unique, à des mesures de flow commitment ou équivalentes : ces mesures auraient un coût, qu'il faudrait bien financer.

Question 25 : Etes-vous favorable à un rééquilibrage des coûts unitaires des deux principales routes de transit (France-Espagne et France-Italie) au moment de la disparition du terme à la liaison Nord-Sud ?

L'UNIDEN n'est pas défavorable à un rééquilibrage des deux principales routes de transit. Par contre nous ne voyons pas pourquoi ce rééquilibrage se ferait au plus bas des 2. En effet, pourquoi aligner à 0.70 €/MWh/j/an/km et non à 0.78, transférant ainsi des charges aux consommateurs français, alors que la fusion Nord-Sud (financée entièrement par ces mêmes consommateurs français) conduira à une plus grande liquidité de l'unique hub français donc à de meilleurs prix de molécule à disposition des pays en aval (Italie et Espagne)?

Question 26 : Etes-vous favorable à l'introduction d'un reversement inter-opérateur, tel qu'envisagé par la CRE ?
Totalement favorables à ce reversement de bon sens.

Question 27 : Etes-vous favorable à une baisse des termes du réseau principal la première année du tarif ATRT6, suivie par une évolution à l'inflation ?

L'UNIDEN est favorable à la proposition de la CRE.

Question 28 : Etes-vous favorable au maintien du traitement tarifaire actuel des PITTM ?

Oui.

Question 29 : Etes-vous favorable à l'égénéralisation des termes tarifaires au PITS de TIGF et de GRTgaz, à l'exception de Nord-Atlantique et Sud-Atlantique ?

Oui.

Question 30 : Avez-vous d'autres commentaires à formuler concernant l'évolution des termes tarifaires sur les réseaux de transport de gaz de GRTgaz et de TIGF ?

Nous réitérons :

- a) Notre proposition (cf réponse 22) de procéder plutôt en une seule fois au 1^{er} Avril 2017 au rééquilibrage des tarifs entre le réseau principal et le réseau régional (et non progressivement), dans la mesure où l'écart a été confirmé dans le temps.
- b) Notre justification (cf réponse 25) d'aligner au plus haut coût unitaire actuellement appliqué le rééquilibrage des deux principales routes de transit (vers l'Italie et vers l'Espagne), c'est-à-dire plutôt à 0.78 €/MWh/j/an qu'à 0.70. En effet la fusion Nord-Sud conduira à pouvoir faire bénéficier d'une baisse du prix de la molécule (car plus grande liquidité au PEG France) tous les consommateurs en aval des interconnexions.

Question 31 : Etes-vous favorable à l'instauration d'un NTR maximal sur les réseaux de GRTgaz et de TIGF ? Etes-vous favorable à une limitation à 8 du NTR sur les réseaux de transport régionaux de GRTgaz et de TIGF ?

L'UNIDEN n'est pas défavorable à l'instauration d'un NTR maximal. En ce qui concerne le niveau de ce NTR maximal, nous prenons note des impacts différenciés entre le choix de 8 (lequel induit alors des augmentations du TCR non négligeables de 5.7 à 7.6%) et le bornage à 12 (le TCR augmentant alors entre 1.1 et 1.5% seulement) : l'alternative à 12 nous semble donc mériter d'être considérée.

Une autre alternative serait cependant à étudier, à savoir limiter le NTR à 4 pour les 1000 clients en transport et limiter le NTR à 8 ou 12 pour les PITD.

Question 32 : Avez-vous des remarques concernant les mécanismes d'interruptibilité envisagés par le tarif ATRT6?

A un moment où l'Allemagne (NCG) démarre un nouveau processus d'interruptibilité gaz par AO (mise en application au 1^{er} Décembre prochain), il est logique que la France développe également un tel nouveau processus. Le mettre en place rapidement contribuera à la sécurité d'approvisionnement des clients protégés au même titre que le stockage.

Question 33 : Etes-vous favorable aux propositions de la CRE concernant le maintien de la tarification 100 % à la capacité ?

La tarification existante à la capacité aura anticipé en partie les dispositions de l'article 159 de la LTECV, mais seulement en partie. Certes elle prend en compte certains effets positifs en matière d'investissements apportés par les « entreprises fortement consommatrices de gaz » (à savoir le juste dimensionnement du réseau pour leur part à des capacités proches de leur consommation moyenne annuelle). Par contre la tarification existante ne prend pas encore en compte plusieurs autres effets positifs d'importance de ces consommateurs, comme par exemple (non exhaustif) :

- la stabilisation en régime établi du système gazier grâce à ces gros volumes relativement constants,
- ou encore l'interruptibilité disponible des clients industriels au service des clients protégés (explicitement prévue par le Plan d'Urgence Gaz) ce qui permet bien sûr de
 - (sous-)dimensionner au juste niveau « intermédiaire » les réseaux, compresseurs etc pour faire face à une éventuelle pointe P2
 - Passer des situations de congestion des réseaux nationaux (comme nous savons qu'il en subsistera même après la fusion Nord-Sud) ...sans interrompre les clients protégés.

Question 34 : Etes-vous favorable aux propositions de la CRE concernant le maintien de la modulation mensuelle des termes de capacités mensuelles de livraison et d'acheminement sur le réseau régional ?

L'UNIDEN n'est pas défavorable, dans les conditions actuelles, au maintien de la modulation mensuelle existante.

Question 35 : Partagez-vous l'analyse de la CRE concernant les conditions de mise en oeuvre d'une remise développement plafonnée à 50 % ?

L'UNIDEN ne se prononce pas sur ce point.

Question 36 : Avez-vous des remarques concernant les réflexions menées par les GRT pour améliorer la flexibilité de leur offre amont ?

La création de capacités fermes dans le sens France vers Allemagne, d'apparence favorable pour la couverture des coûts de GRTgaz, repose la question de la désodorisation qui pourrait éventuellement être exigée (pm : de façon induite, selon les informations et analyses sur lesquelles nous avons déjà échangé). Notre compréhension est que les capacités France vers Allemagne ainsi offertes ne conduiraient jamais à un rebours physique, donc que la question ne se posera pas à ce stade.

Sinon l'UNIDEN reste opposée, dans les conditions actuellement proposées, à l'offre « Twin Capa ». Si une telle flexibilité (avec tarifs préférentiels) est introduite côté entrées du réseau, elle doit être aussi pouvoir être envisagée du côté des sorties vers les sites de consommation.

Question 37 : Partagez-vous l'analyse de la CRE concernant les demandes spécifiques d'EDF et Dunkerque LNG ?
Oui.

Question 38 : Partagez-vous l'analyse de la CRE concernant la demande spécifique d'Engie ?

Nous partageons l'analyse de la CRE (la demande d'affermissement n'est pas pertinente dans ce cas).

Question 39 : Etes-vous favorable à la création de produits de N jours consécutifs, avec un minimum de 10 jours, aux PITTM ?

Oui.

Question 40 : Etes-vous favorable à ce que les cessions de capacités aux PITTM soient autorisées sur tous les terminaux méthaniers français ?

Oui.

Question 41 : Etes-vous favorable à ce que les acteurs ayant de faibles réservations en service continu dans les terminaux régulés ne se voient plus allouer de bandeau annuel de capacités ?

Oui.

Question 42 : Etes-vous favorable à ce que les dépassements de capacité soient facturés au prix de 1/365^{ème} du prix de la souscription annuelle ?

Oui.
